

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°353 - 5 au 18 février 1982

18° ANNÉE 3F

## Reprise économique ?

# RAISON DE PLUS POUR PRÉPARER LES GREVES!

Petit mouvement de reprise économique en France, surtout dans le secteur des biens de consommation: de -3 au début de 1981 par rapport à l'indice de 1979, on est passé en janvier 1982 à +2, les industries de biens d'équipements lourds restant à peu près stables. D'après la "Vie Française" du 25/1/1982, le rythme des faillites, qui avait battu des records en 1981 (+20% par rapport à 1980), s'est ralenti au dernier trimestre de 1981. 75% des entreprises envisagent de conserver ou d'accroître leur personnel contre 70% début 1981, les plus optimistes étant les entreprises moyennes, de 200 à 1000 salariés.

De quoi pousser un cocorico très modéré... Pourtant, ces signes de remontée rejouissent non seulement les industriels concernés, mais aussi le gouvernement de gauche, qui s'en attribue tout le mérite.

Ont-ils raison de se congratuler? Le PC aurait-il vu juste avec sa théorie de la solution possible à la crise par la «relance de la consommation intérieure»? Remarquons tout de suite que ce n'est pas avec un coup de pouce

de 3% au SMIC, des salaires «sans dérapage» (comme Delors s'en vante), et 2 millions de chômeurs, qu'on peut donner un élan durable à la consommation «populaire». Le patronat ne le dit pas trop en public (cela irait mal avec ses cris de volaille plumée!), mais la raison essentielle de son optimisme actuel vient de la «modération des salaires» (dans laquelle Barre a reconnu le 30 janvier la continuation de sa politique) et du calme social, après l'alerte d'octobre-novembre derniers. Il est vrai que le gouvernement de gauche n'est pas pour rien dans cette embelle, dans la mesure où il a inculqué à la masse des salariés l'idée qu'ils peuvent se passer de la lutte. Curieux succès «socialiste»!

Mais le gouvernement de gauche n'a pas lieu de jouer au magicien: cette courbe économique montante (sur laquelle il comptait depuis le début) correspond en réalité à un rythme «naturel» du capitalisme. Comme Marx le démontrait il y a plus de cent ans, la récession amène concentration, dégraissage des entreprises, élimination des canards boiteux, après quoi, le malade

purgé, et ayant accru d'autant la misère ouvrière, peut repartir gaillardement... vers la prochaine crise.

En réalité, la prochaine récession n'est peut-être pas loin; d'abord à cause de l'accroissement des difficultés aux Etats-Unis; et surtout parce que, dans la situation d'instabilité et de crise de tous les rapports bourgeois où le monde s'enfonce, de nombreux événements (commerciaux, financiers, politiques ou militaires) sont susceptibles de précipiter l'économie capitaliste dans une nouvelle récession plus grave encore.

Cela veut dire que le ballon d'oxygène ne durera pas longtemps (le secteur des biens de consommation est d'ailleurs on ne peut plus sensible aux variations), et les propos optimistes risquent d'être vite périmés.

Mais quelles leçons en tirent justement les plus «optimistes» dans leurs théories, les partisans des solutions nationales à la crise? Filterman est allé le dire à l'Alstom-Belfort (la CGT, qui a encaissé des coups là-bas après les grèves de l'automne 1980,

(Suite page 6)

## La classe ouvrière n'a rien à attendre des nationalisations

Il suffit de faire parler les bourgeois pour comprendre le sens de la vague des nationalisations actuelles. «Confrontés à la crise économique, à la guerre mondiale des industries, écrit Le Monde dans le Bilan économique et social 1981, les socialistes n'avaient pas le choix. Sans réformes de structures, ils ne pouvaient que mener une politique voisine de M. Barre».

De nombreuses études révèlent en effet qu'après les grandes concentrations réalisées de 1966 à 1974, qui ont donné à l'impérialisme français de grands groupes industriels de taille internationale et ont porté sur le devant de la scène de puissants groupes financiers comme Suez et Paribas, le mouvement de concentration a marqué le pas alors même que la concurrence internationale devenait plus forte.

C'est que le mouvement se heurtait désormais à la structure privée des grands groupes financiers et à leur influence sur l'Etat, qui entravait ce dernier dans l'utilisation des immenses participations de ses banques publiques dans l'industrie et celle de son secteur industriel public, comme leviers d'une politique financière et industrielle plus unitaire.

Comme l'a affirmé Mitterrand

lui-même, le contrôle total du crédit et de certaines industries devrait permettre au gouvernement de mener «une politique de restructuration industrielle». Autre élément important en temps de crise: les investissements privés stagnent depuis cinq ans. Pour les socialistes qui croient dur comme fer à la théorie de Keynes et veulent suivre l'exemple de Roosevelt (il s'agit bien de socialisme!), la sortie de la crise passe par une relance de l'investissement. L'Etat doit donc pour eux «se substituer au capitalisme privé défaillant». Enfin, «pilier de la nouvelle stratégie industrielle», le secteur public «serait invité à jouer un rôle pilote» dans les différents domaines (les citations sont tirées du Bilan 81 du Monde).

Le Financial Times du 20/11/81 critique naturellement les contradictions de la politique industrielle définie dans le plan intérimaire de deux ans de Rocard. Comment faire par exemple pour améliorer la compétitivité d'ensemble de l'industrie et sauvegarder en même temps les industries nationales archaïques (textile, habillement, cuir, chaussure) dont les produits pourraient être trouvés à moindre frais

(Suite page 7)

## Gaz russe et pressions américaines

La signature du contrat de gaz entre la France et la Russie — accord qui a déjà été signé par l'Allemagne et qui le sera bientôt par l'Italie — à peine un mois et demi après l'instauration de l'état de guerre en Pologne, ainsi que la tiédeur de la position européenne sur les sanctions à prendre à l'égard de la Russie sont une nouvelle illustration des tentatives de l'Europe pour se démarquer des Etats-Unis, et faire ses affaires indépendamment d'eux.

Les réactions américaines à la signature du contrat franco-russe sont significatives. Les Américains désapprouvent ce projet qui va accroître la dépendance énergétique de l'Europe vis à vis de l'URSS. Ils rappellent que la France a délibérément ignoré les mises en garde du gouvernement de Reagan. Ils voient dans la décision française la répugnance de l'Europe à se laisser entraîner par les Etats-

(Suite page 8)

## D'OU PEUT REPARTIR LA LUTTE OUVRIERE EN POLOGNE ?

Des contradictions économiques et sociales formidables et l'expérience conquise dans les luttes de 1956, 1970 et 1976 ont permis à une lutte revendicative grandiose de faire reculer la bourgeoisie polonaise en été 1980. Elles ont aussi permis à cette lutte d'atteindre les limites à partir desquelles se pose objectivement le problème du cadre social qui peut assurer et garantir les conquêtes d'une lutte intransigeante, et donc celui du pouvoir politique.

Cependant, ces mêmes conditions historiques n'ont pas encore permis à la classe ouvrière de poser ce problème en tant que force politique indépendante. C'est-à-dire qu'elle n'a pas encore pu dépasser le cadre d'une perspective de réforme économique et politique, c'est-à-dire d'une perspective qui maintient intacts le pouvoir et les privilèges de la

classe bourgeoise, et lui laisse donc l'initiative politique.

Il est vrai que de vives oppositions se sont manifestées à la politique collaboratrice. Il suffit de penser à l'opposition rencontrée par Walesa après qu'il ait décommandé la grève générale de mars ou lors du Congrès de septembre 1981. Mais les réactions les plus radicales n'ont jamais pu dépasser le cadre d'une sorte de **réformisme par le bas**, comme cela est manifeste dans la méthode de la «grève active», conçue en décembre 1981 comme la prise en charge progressive de l'économie par la classe ouvrière.

Elles n'ont pu dépasser non plus le cadre d'un «nationalisme radical», voyant dans le coup d'Etat de Jaruzelski et dans l'affrontement avec l'Etat le résultat non tant d'une opposition de classe que d'une opposition entre la nation

polonaise et l'impérialisme russe, d'où ne peut sortir l'idée de briser l'Etat, mais seulement de le débarrasser de ses impuretés «étrangères à la nation», même si on comprend que seule la classe ouvrière peut remplir cette tâche.

On peut aujourd'hui tenir pour confirmé par les faits tragiques que l'ordre établi ne pouvait compter sur Solidarnosc, à cause de sa relative fragilité devant la violence des contradictions économiques et sociales, pour contenir toutes les réactions ouvrières au nécessaire tour de vis capitaliste et même pour empêcher l'élan vers la réforme économique par le bas.

Mais il est clair que la **soumission forcée** aux exigences de l'économie nationale que cherche à imposer Jaruzelski a été largement préparée par la **soumission volontaire** à laquelle menait

(Suite page 3)

### DANS CE NUMÉRO:

- Réformisme et lutte de classe dans la question du logement. Axes de lutte. Faillite du réformisme.
- Quelle solidarité avec les ouvriers polonais ?
- Ils préparent la guerre impérialiste, préparons la guerre de classe !
- La mort de Farid. Squatts: les flics matraquent.
- Iran, USA, Inde, Renault.

Antimilitarisme

# ILS PREPARENT LA GUERRE IMPERIALISTE PREPARONS LA GUERRE DE CLASSE !

Deux guerres impérialistes ont démontré qu'il existe une seule alternative au massacre impérialiste: **la révolution prolétarienne**. Parce qu'il n'a aucun intérêt au maintien de la société capitaliste, le prolétariat est la seule force capable de faire sortir le monde du cauchemar d'une nouvelle boucherie mondiale.

C'est la révolution russe de 1917 et le mouvement prolétarien en Allemagne qui ont abrégé la première guerre mondiale. Ce sont les révoltes des marins de la Mer Noire qui ont obligé en 1919 l'impérialisme français à desserrer son étreinte qui étranglait la Russie. C'est le prolétariat qui supporte l'effort de guerre et qui peut donc aussi, en se révoltant, la rendre impossible. C'est lui que l'on pousse à s'entretuer sur les champs de bataille et donc lui qui peut, en retournant ses armes contre ses exploités, non seulement arrêter la guerre, mais aussi imposer sa propre loi et émanciper l'humanité du joug du capitalisme.

L'impérialisme et le militarisme ne s'arrêtent pas face à la revendication de la paix. Ils doivent être éliminés par une force organisée qui brise leurs appareils étatiques et militaires, leurs centres de pouvoir économique et social, une force capable d'abattre la discipline et l'ordre social dans chaque pays, en déclarant la guerre aux «seigneurs de la guerre».

La bourgeoisie et l'impérialisme ne sont pas invincibles. Leur économie, base de leur politique, est secouée par la crise et est toujours plus vulnérable

devant les luttes sociales. Les supergrands, Etats-Unis et URSS, ne réussissent pas à empêcher l'éclatement de luttes ouvrières dans leurs zones respectives (Brésil, Pologne, etc.) et craignent qu'elles ne s'étendent chez eux. Le militarisme impérialiste a déjà été battu par des petites nations comme le Vietnam et l'Iran, qui n'avaient pas le potentiel de lutte du prolétariat international en armes.

S'opposer à la guerre signifie donc développer la guerre de classe, s'opposer au réarmement impérialiste signifie développer le **réarmement prolétarien**, politique et organisationnel. C'est aussi cela le sens de la préparation révolutionnaire, qui s'appuie sur deux facteurs: un parti international conscient de ses tâches et un prolétariat combatif.

Au cours de la seconde guerre mondiale, le prolétariat s'est trouvé sans direction révolutionnaire. Poussé par les partis vendus à l'impérialisme, il a été obligé de s'aligner sur tel ou tel front et il a dû subir, après la guerre, quarante nouvelles années d'horreurs impérialistes. Dans les guerres récentes de libération nationale, le prolétariat, guidé par des partis nationaux bourgeois, n'a lutté contre l'impérialisme que pour se retrouver soumis à un pouvoir bourgeois prompt à contacter de nouvelles alliances avec l'impérialisme et à mener des guerres de rapine contre des voisins plus faibles (Vietnam). Le manque de perspective révolutionnaire dans une prochaine guerre mondiale pourrait soumet-

tre le prolétariat à la bourgeoisie pour un demi-siècle encore.

Le parti prolétarien a pour tâche de transformer la guerre impérialiste en guerre civile et donc de dénoncer tous les autres objectifs. Il doit combattre ouvertement l'**illusion pacifiste** et les mouvements pacifistes bourgeois et petits-bourgeois qui oublient que la paix est un vain mot tant qu'existe le capitalisme.

Le prolétariat ne doit contracter **aucune alliance avec les classes dominantes** quel que soit leur déguisement: démocratique ou fasciste, socialiste, nationaliste, gouvernement de gauche, etc. L'impérialisme américain et anglais est «démocratique». L'impérialisme français et allemand est «socialiste», de même que l'impérialisme russe. Les uns et les autres se sont des dizaines de fois alliés entre eux ou avec les représentants des pays fascistes (Pacte germano-soviétique).

Aucune concession, donc, à la défense de la patrie, même quand l'Etat est faible et cherche l'appui du prolétariat pour éviter la défaite. Aucun «bloc partisan» et aucune lutte contre l'«agresseur». Aucune concession à la défense des Etats bourgeois petits et moyens. Les petits Etats ne sont pas moins antiprolétariens que les superpuissances et leur guerre aussi est impérialiste, même s'ils y jouent un petit rôle.

Le prolétariat à son **défaïtisme révolutionnaire** à opposer aux plans de guerre et à la solidarité nationale, depuis l'opposition à la défense de l'économie nationale et à la militarisation des secteurs

qui travaillent pour l'armée, depuis le refus des ventes d'armes en temps de «paix» jusqu'au défaïtisme pendant la guerre. Défaïtisme révolutionnaire, cela signifie le renversement du front de guerre, le déclenchement de la guerre civile contre sa propre bourgeoisie, la désagrégation de l'armée de l'intérieur et la destruction de sa discipline. Il s'agit de quelque chose de bien différent de la fuite individuelle devant la guerre: cela implique au contraire la présence des révolutionnaires parmi les masses de prolétaires en uniforme, pour les transformer de soldats de la bourgeoisie en soldats de l'armée de classe.

Les prolétaires auront la force de s'opposer à la guerre s'ils dénoncent bien avant le mensonge de la défense de la patrie et s'organisent contre; s'ils se préparent à retourner leurs armes contre les exploités et à fraterniser entre ouvriers. Pour cela, il doivent travailler à unifier leurs rangs par delà les catégories et les nationalités en luttant pour leurs revendications communes, contre la répression, contre les discriminations, et à défendre sans répit leurs conditions de vie et de travail contre l'austérité renforcée par les charges dues aux dépenses militaires.

Dès aujourd'hui, le rôle de l'armée peut être démasqué efficacement aux yeux des soldats dans les occasions où elle est utilisée contre le prolétariat (grèves, répression), sans parler de la dénonciation des conditions de vie des appelés et de la discipline caporalesque. Les prolétaires

doivent briser l'isolement de leurs frères de classe sous l'uniforme en reprenant leurs revendications.

L'**internationalisme prolétarien** doit se développer à partir de la solidarité internationale à l'occasion des luttes ouvrières, à partir de l'appui aux masses opprimées par l'impérialisme, surtout celui de sa propre bourgeoisie, et à partir de la solidarité envers les travailleurs immigrés dans leurs exigences immédiates, économiques et politiques, et contre les attaques xénophobes et racistes.

Le prolétariat a besoin, non seulement de liens internationaux, mais d'une véritable organisation internationale centralisée: il faut un **parti unique mondial**, non une fédération de partis nationaux libres de leurs choix. Le parti révolutionnaire est international dans son organisation comme dans son programme. Seul un tel parti peut lancer la perspective révolutionnaire mondiale du prolétariat, fondée sur l'alliance du prolétariat mondial et des masses pauvres des pays opprimés par l'impérialisme, contre la bourgeoisie et le capitalisme international.

La situation actuelle présente des signes de révolte prolétarienne contre l'oppression économique et sociale et contre les dangers de guerre, mais la reprise de la lutte de classe en est à peine à ses premiers pas, et l'opposition contre les préparatifs de guerre tend à se manifester pour l'instant plutôt sous des formes démocratiques, spectaculaires peut-être,

(Suite page 8)

## International

## Tremble, Grande-Bretagne !

Malgré tous les plans bourgeois, le **chômage progresse** irrésistiblement. En France, le nombre des chômeurs dépasse largement les 2 millions. Même dans l'Allemagne de l'Ouest, l'ex-modèle, il a fait un bond fantastique de 50% en un an et approche les 2 millions: fini le temps où la vigueur du capitalisme allemand, rajeuni par la guerre, et le renvoi massif des immigrés ont pu retarder la crise! Dans l'ensemble de la CEE il y a désormais plus de **10 millions** de chômeurs.

Mais c'est la Grande-Bretagne qui est en tête, avec **3 millions à elle seule**. Le taux de chômage y avoisine 13% en moyenne, mais atteint 20% à

Londres où il y a autant de chômeurs que dans tout le Pays de Galles. La bourgeoisie n'est pas rassurée du tout: elle s'attend d'un jour à l'autre à des explosions comme celle de Brixton, mais en plus grand. Des troubles sociaux de cette envergure et intensité lui font évidemment peur, même si elle sait qu'ils ne suffisent pas pour renverser son Etat et son «ordre» social.

Il faut prendre appui sur ce potentiel de lutte pour donner au mouvement prolétarien l'**orientation et l'organisation** dont il a besoin pour dépasser la révolte immédiate et attaquer sérieusement la domination bourgeoise.

## Inde démocratico-policière



On parle de la Turquie «fasciste», de la Pologne «totalitaire». Mais l'Inde «démocratique» n'est pas en reste non plus. A la veille de la grève générale de 24 heures à laquelle appelaient huit syndicats (contre la politique de répression antigreve), Indira Gandhi a fait emprisonner le 18 janvier plus de 8.000 ouvriers et syndicalistes, en vertu de la loi adoptée le plus démocratiquement et parlementairement du monde le 27 juillet dernier, qui donne le droit d'interdire toute grève dans les secteurs essentiels et

de détenir préventivement les «meneurs». Des dizaines de milliers de policiers armés ont pris place le 19 janvier dans les principaux centres industriels du pays. A Delhi même, 19.000 policiers ont été postés à tous les carrefours et devant tous les bâtiments officiels pour empêcher les manifestations. Dans plusieurs Etats, les autorisés ont également menacé les grévistes de licenciement. Heureusement, le proléta-

riat ne se laisse pas faire. Malgré l'intimidation massive, la grève a été un succès. Elle a été notamment presque totale au Bengale dans la région de Calcutta où il existe une tradition syndicale très puissante. A Bombay, qui est le plus grand centre industriel du pays, dès le lundi 18, 250.000 ouvriers du textile s'étaient mis en grève pour une durée indéfinie.

Plus que jamais, l'Inde reste la poudrière de l'Asie...

## Iran: même répression

Si le régime iranien semble bien contrôler la situation dans les régions plus paysannes du Sud et dans la région pétrolière grâce à l'exploitation de la guerre avec l'Irak, il n'en est pas de même dans le nord du pays, où l'agitation règne toujours au Kurdistan et dans les grandes villes comme Téhéran, Meched ou Qom.

Dans les dernières semaines, des grèves ouvrières ont été signalées dans des usines de Meched et dans leur sillage une grève étudiante qui a réussi à tenir en échec les milices gouvernementales. On

signale surtout un puissant mouvement de grève pour des revendications syndicales et politiques dans les usines automobiles d'Iran National, qui comptaient 15.000 ouvriers sous l'ancien régime: il a fallu l'intervention brutale des milices pour la briser: 7 ouvriers ont été tués, 200 blessés et 2000 arrêtés!

C'est le capitalisme qui se défend ainsi par la violence. Il faut se préparer à retourner ses armes contre lui, surtout ici, en son centre, pour nous en débarrasser,

## USA et "droits de l'homme"

Les réfugiés haïtiens qui fuient dans des embarcations de fortune le régime sinistre de Duvalier ne risquent pas seulement de périr noyés entre Haïti et la Floride. Ceux qui n'ont pas été stoppés en mer par les gardes-côtes américains, reçoivent, une fois arrivés

au pays de la «défense des droits de l'homme», un accueil significatif: ils sont parqués dans des camps d'internement, en attendant d'être refoulés vers Port-au-Prince.

Fin janvier, vingt-cinq exilés haïtiens ont été jugés par la jus-

lice américaine pour avoir préparé une expédition contre le régime de Duvalier et avoir ainsi «violé la loi sur la neutralité américaine». Tous ceux qui, contre-révolutionnaires cubains, nicaraguayens ou autres, s'organisent aux Etats-Unis mêmes ne la violent pas eux, cette loi sur la neutralité!

## Récession US

Triomphe du programme Reagan: «L'économie des Etats-Unis dérive vers ce qui pourrait devenir la plus grave récession de l'après-guerre» écrit l'*International Herald Tribune* du 12/11/1981. De fait, les bourgeois américains ont de quoi être inquiets. Voici quelques données:

— Le PNB (produit national brut) corrigé du taux d'inflation a diminué au cours des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 1981 à un rythme annuel de 1% et on prévoit pour le 4<sup>e</sup> trimestre une chute correspondant à 3-5%.

— En septembre, la «confiance» (!) des consommateurs a baissé de 10%, ce qui se traduit par une

(Suite page 8)

La brochure n°1 des Cahiers de *El Proletario*, sur la trajectoire du mouvement prolétarien en Bolivie, est parue. Prix: 8F. Commandes au journal.

**LA EPOPEYA DEL PROLETARIADO BOLIVIANO**

La lucha de clases en Bolivia hasta 1981

# D'OU PEUT REPARTIR LA LUTTE OUVRIERE EN POLOGNE ?

(Suite de la page 1)

l'orientation dominante dans Solidarnosc, ce qui est le résultat de la canalisation progressive de la lutte ouvrière dans la «lutte pour la Pologne», après le grand mouvement de grève de l'été 1980.

C'est ce qui explique largement l'impossibilité pratique dans laquelle s'est trouvée en décembre dernier la classe ouvrière non seulement de se préparer à l'affrontement final, mais même de se préparer à se défendre et à se replier en bon ordre, c'est-à-dire en conservant le maximum d'organisation malgré la reprise en main et malgré la tentative de démantèlement de Solidarnosc rendue nécessaire pour le maintien de l'ordre bourgeois.

Naturellement, ces limites objectives ne viennent pas d'une insuffisance de combativité ou de valeur révolutionnaire des prolétaires polonais. Elles résultent d'un jeu extrêmement complexe de facteurs, de la destruction internationale des mouvements prolétaires, de la persécution nationale de la Pologne par l'impérialisme grand-russe, du poids historique du nationalisme et de l'Eglise, du jeu de ces courants dans l'opposition à l'Etat, des luttes précédentes menées par la classe ouvrière dans un contexte international donné, du reflet de toutes ces données dans la psychologie collective de la classe, etc.

Dresser ce tableau objectif du mouvement n'est pas tomber dans le pessimisme ou le fatalisme. D'abord parce que cela s'accompagne nécessairement pour des communistes révolutionnaires de la mise en relief des côtés forts du mouvement précisément, ceux qui servent d'exemple pour les autres luttes de la classe et qui donnent, avec le choc des grands événements qui se produisent dans tous les domaines de la vie sociale et internationale, des matériaux indispensables pour la progression du mouvement et sa maturation politique.

Ensuite parce que si les communistes sont révolutionnaires, ce n'est pas parce qu'ils appelleraient la classe ouvrière à la lutte offensive indépendamment des situations d'avancée ou de reflux. Ni parce qu'ils appelleraient à la confrontation armée en toutes circonstances, sans tenir compte du fait qu'il y a des moments où il faut savoir se replier pour préparer une contre-offensive, ou sans s'inquiéter de l'esprit de décision de l'avant-garde, de ses rapports avec les masses et de l'aptitude de ces dernières à la lutte.

Les marxistes sont révolutionnaires parce qu'ils déterminent avec précision non seulement les buts et les besoins généraux de la lutte, mais encore les différentes phases par lesquelles doit passer le mouvement pour atteindre le but final, ainsi que les objectifs

qu'on peut raisonnablement atteindre aux différentes étapes de la lutte. Cela exige une totale indépendance politique qui permette de tenir compte du niveau réel de la lutte sans capituler devant ce qu'on pourrait appeler la «conscience immédiate» du mouvement, et de renforcer, à travers une lutte théorique et pratique contre les courants qui cristallisent en partie cette «conscience immédiate», la cohésion du mouvement et sa préparation révolutionnaire à travers toutes les phases qui s'avèrent nécessaires pour se rapprocher de la bataille finale.

En d'autres termes, l'attitude d'un noyau de parti placé dans une telle situation n'aurait pas consisté automatiquement à opposer le besoin d'un «débouché révolutionnaire immédiat» à la capitulation de la ligne officielle. Il aurait essayé de résister, en combattant les pressions des courants nationaux-démocratiques sur le terrain des exigences brûlantes, pratiques et théoriques de la lutte en cours, à la soumission de l'organisation de classe, conquise dans l'élan d'une formidable poussée revendicative, aux exigences d'une entente entre les classes adverses de la nation.

Il aurait cherché à conserver l'autonomie ne serait-ce que d'un petit carré de prolétaires, de manière à partir d'une position plus avancée lors de la prochaine vague de luttes. Et nous disons «un petit carré» car nous savons

bien que la seule présence du facteur subjectif du parti ne suffit pas à lui seul à obtenir ce résultat. Il faut en effet que son action puisse s'appuyer sur la tendance objective de groupes de prolétaires à se mouvoir dans ce sens, tendance que le parti favorise et féconde mais ne crée pas. Or ce facteur objectif est lui-même le produit d'une part de poussées de luttes, et d'autre part de l'expérience politique de la classe. La richesse de cette expérience permet de pouvoir choisir entre diverses voies celle qui est défendue par le marxisme, aux tournants des situations politiques.

Un mouvement aussi vaste que le mouvement ouvrier polonais a pu être endigué dans le marais des solutions démocratiques-réformistes qui ont mené à la paralysie devant le coup de force: ce fait indique (il faut avoir le courage de le reconnaître) l'énorme prix que la classe ouvrière du monde entier doit payer pour remonter la pente de la reprise révolutionnaire de classe après tant d'années de torpeur politique.

La violence des contradictions sociales n'a cependant pas été amoindrie par le coup de force militaire. L'Eglise tente même de prendre davantage de distance par rapport au régime et des groupes de prolétaires peuvent être poussés, après le rude coup porté à une organisation aussi vaste que Solidarnosc, à des actions terroristes et à des coups de tête armés. C'est dire que la

classe ouvrière sera de nouveau poussée à la lutte et que la défaite d'aujourd'hui ne signifie pas qu'elle soit battue et enterrée.

Il existe maintenant une probabilité plus grande pour que des groupes de prolétaires cherchent à rompre avec des courants dont ils peuvent désormais juger la politique, avec ses conséquences désastreuses. Ne serait-ce que pour réorganiser les forces de la classe ouvrière en s'appuyant sur les leçons formidables que livre un an et demi de luttes gigantesques...

Mais ces groupes ne peuvent trouver dans la seule expérience polonaise les matériaux pour aller jusqu'au bout de ce processus. Ils ont besoin d'une maturation des conditions politiques internationales qui les aide à replacer la défaite d'aujourd'hui dans le cadre d'un mouvement prolétarien international historiquement porté vers la reprise de classe.

C'est nécessaire non seulement pour leur permettre de rompre leur isolement, mais aussi pour leur permettre de faire sauter les blocages idéologiques qui les gênent encore pour compléter leur expérience particulière par les riches enseignements de la lutte plus que séculaire du mouvement prolétarien. Et pour qu'ils puissent retrouver dans le marxisme révolutionnaire, encore caché pour eux derrière le rideau de fumée opaque et repoussant du «socialisme réel», une arme de lutte et d'émancipation prolétarienne.

## LE SLT ET LA SOLIDARITE AVEC LES OUVRIERS POLONAIS

Brochure "Le Proletaire"  
WALKA KLASY  
ROBOTNICZEJ

# Une tactique désastreuse

### CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

le prolétaire

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Vive la lutte des ouvriers polonais!

N°18

6 F

Brochure de janvier 1982:  
— La lutte de classe en Pologne de 1976 à 1981.  
— Les perspectives après le 13 décembre et les tâches des prolétaires et des militants révolutionnaires.

Commandes au Proletaire,  
20, rue Jean Bouton 75012  
Paris. Prix: 6 F

L'attitude du gouvernement français face aux événements de Pologne a été un modèle de cynisme. Le jour même du coup de force de Jaruzelski, l'inimitable Cheysson avait annoncé la couleur: «Evidemment, nous ne ferons rien». La promesse a été tenue! Les flots de bonnes paroles, les cris d'indignation, les proclamations de soutien aux travailleurs polonais n'ont empêché en rien la continuation de la bonne vieille Realpolitik, la poursuite des marchandages avec les bourgeois de l'Est (négociations pour le remboursement de la dette polonaise, signature du contrat pour l'approvisionnement en gaz sibérien, etc.). Il est normal qu'une telle politique, classiquement impérialiste, provoque les éloges d'un Raymond Barre; il est normal aussi qu'elle suscite, comme l'hypocrite «journée» de Reagan, l'écœurement et la haine des ouvriers combattifs, solidaires de leurs frères de classe polonais.

Des groupes d'ouvriers dans certains comités «Solidarité avec Solidarnosc» ou dans d'autres cadres cherchent à lier le soutien aux ouvriers polonais à une mise en accusation du gouvernement français; ils veulent saisir l'occasion pour faire prendre conscience aux travailleurs du fossé de classe qui les sépare du gouvernement de gauche.

Nous approuvons évidemment leur intention et nous agissons nous-mêmes en ce sens partout où nous le pouvons. Mais nous ne sommes pas toujours d'accord avec les moyens utilisés; nous trouvons même franchement désastreuse la tactique de «mise au pied du mur du gouvernement» appliquée par certains.

Précisons les choses pour éviter tout malentendu. Nous ne visons pas ici la politique de «sou-

tien critique au gouvernement», pratiquée par les larbins habituels de la gauche: bonzes de la CFDT, gauchistes avachis de la LCR, de l'OCI, etc., qui dominent dans ces comités. Nous parlons de ces militants ouvriers qui croient sincèrement (du moins pouvons-nous le supposer) «démâser» le gouvernement en avançant des exigences inacceptables pour lui, en pratique sinon en théorie.

Un exemple significatif est fourni par les militants du SLT d'Usinor-Dunkerque, dont nous avons salué une initiative dans *Le Proletaire* n°351. Dans un tract récent sur la Pologne (28.12.1981) ils exigent du gouvernement français:

«— qu'il demande le remboursement immédiat de la dette contractée par la Pologne envers la France (!!!);

— qu'il rompe les relations diplomatiques et commerciales si l'état de siège n'est pas immédiatement aboli;

— qu'il exerce des pressions sur tous les gouvernements des pays de l'Est».

Et en conclusion: «Si la France veut garder des relations avec la Pologne, c'est avec Solidarité qu'il faut le faire, pas avec les fascistes!»

Pour justifier leur tactique, les militants du SLT n'invoquent pas les précédents — peu reluisants, il est vrai — de l'«anti-fascisme» stalinien et du maoïsme; ils affirment répondre à un appel des militants de Solidarnosc eux-mêmes. Et en effet, la coordination à l'étranger de Solidarnosc a lancé un «appel à tous les gouvernements et aux syndicats occidentaux pour qu'ils protestent contre la dictature en Pologne», les invitant à un boycott diplomatique et à des pressions économiques contre les pays de l'Est (appel de Zürich du

18.12.1981). D'autres déclarations du même genre ont été faites en Pologne même.

Il est certes compréhensible qu'en Pologne les travailleurs exploités depuis des décennies au nom du «socialisme» aient du mal — même après de formidables luttes — à identifier leur ennemi, qui n'est pas seulement la bourgeoisie polonaise et l'impérialisme russe, mais le capitalisme mondial. Il est compréhensible, quoique dramatique, qu'ils se fassent des illusions sur les syndicats et même les gouvernements occidentaux. Il est compréhensible, quoique très dangereux, qu'ils appellent à l'aide non les travailleurs contre les gouvernements bourgeois du monde entier, mais le magma des «forces démocratiques», ce qui revient en Occident à faire agir les travailleurs avec leurs gouvernements et leurs syndicats archi-pourris. D'autre part, il ne faut pas confondre les travailleurs polonais avec les couches moyennes, les experts, qui influencent le mouvement et y infusent les idées notamment de la social-démocratie.

Tout cela de toute façon ne peut justifier que les travailleurs reprennent ici de tels appels et de telles «exigences» catastrophiques, car nous seuls, prolétaires et révolutionnaires des «pays libres» d'Occident, pouvons et devons expliquer et démontrer par notre action à nos frères de classe polonais qu'on ne peut rien attendre des gouvernements occidentaux, qui peuvent «aider les ouvriers polonais» exactement de la même manière qu'ils «aident» ici les ouvriers nationaux et immigrés, à Denain, Brixton, Fiat ou Renault.

De plus, et cela est vrai en Pologne comme ici, comment

peut-on laisser supposer qu'en satisfaisant aux revendications avancées, les gouvernements occidentaux pourraient aider les prolétaires, alors que ces revendications se placent entièrement sur le terrain de la bourgeoisie?

Les gouvernements d'ici n'ont-ils pas intérêt à demander le remboursement de la dette? S'il était en leur pouvoir de soulager les ouvriers polonais, ils devraient au contraire annuler cette dette dont le service fait travailler aujourd'hui les ouvriers polonais une heure de plus par jour.

«Rompre les relations commerciales et diplomatiques», «exercer des pressions», tout cela les gouvernements peuvent le faire. Mais s'ils le faisaient aujourd'hui, comme ils l'ont déjà fait dans le passé dans d'autres cas, il est important de comprendre que ce ne serait pas pour aider les ouvriers polonais, qu'ils pourraient aussi bien aider par une assistance alimentaire et économique massive qu'ils se gardent bien de préconiser.

En réalité, toutes leurs actions, assistance ou boycott, ne peuvent être guidées que par leurs intérêts impérialistes, qu'ils cherchent hypocritement à cacher sous le drapeau de la défense des ouvriers polonais.

Et c'est justement cette mystification qu'il est du devoir des prolétaires combattifs et des révolutionnaires de dévoiler aux travailleurs. Il est clair que revendiquer les «exigences» contenues dans l'appel de Zürich revient ici — qu'on le veuille ou non — à noyer les réactions saines des travailleurs dans la mobilisation impérialiste «pour la Pologne». Cela revient aussi, en Pologne comme ici, à souder les rangs des

(Suite page 8)

# REFORMISME ET LUTTE DE C

## La misère dans le logement en France

Il y a un peu plus d'un siècle, en 1872, Engels analysait la question du logement. On était en pleine révolution industrielle. Attirée par la grande industrie, une masse de travailleurs ruraux affluait dans les villes. Parallèlement, l'extension des grandes villes conféraient au terrain de certains quartiers une valeur artificielle: on démolit les vieilles habitations qui abaissent cette valeur. Haussmann intervient à Paris, perce de grandes artères, rase les quartiers des ouvriers: ceux-ci sont refoulés vers la périphérie, où ils s'entassent plus que jamais, laissant les centres-villes aux spéculateurs. Les logements ouvriers deviennent de plus en plus rares et chers.

Et aujourd'hui? Il y a pénurie de logements en France. Pas pénurie dans l'absolu. Mais pénurie de logements vivables, payables. Ainsi, en 1978, 17,1% des logements étaient surpeuplés selon les normes INSEE, dont 3,2% en état de surpeuplement accentué. Mais face à cela, 1 751 000 logements, soit 7,9%, ne trouvaient pas acquéreur, tout simplement parce que trop chers. Le surpeuplement touchait avant tout les salariés agricoles (31,1%), les ouvriers (24,3%) et les personnels de service (30,3%).

En 1974 il y avait en France 16 millions de «mal logés», c'est-à-dire de gens vivant dans des habitations ne répondant pas aux normes de l'INSEE concernant l'eau, les installations sanitaires, les W.C. En 1978, plus d'un logement sur quatre (26,9%) n'avait pas à la fois un WC intérieur et une baignoire ou une douche. Si l'on excepte les salariés agricoles, dont 25,2% n'ont ni sanitaires ni W.C. dans leur logement (les habitations sont plus vétustes à la campagne), cette situation touche évidemment surtout les ouvriers (13,8% d'entre eux ont seulement l'eau courante) et les personnels de service (16,4%). 300.000 ménages (un million de personnes) cumulent l'inconfort et le surpeuplement accentué.

En 1978, la population de l'habitat insalubre (bidonvilles, habitat de fortune, constructions provisoires, taudis, garnis, insalubre dur et cités de transit) était estimée à 500.000 personnes.

Mais la définition de l'«inconfort» selon l'INSEE ne dit rien de l'insonorisation, de la taille des fenêtres, de l'aspect des cages d'escalier, de l'état de vestusté des équipements ou des dégradations d'un immeuble, pour ne pas parler de l'environnement. Ainsi, les HLM répondent-elles bien aux normes de «confort» minimum. Pourtant...

La part du logement dans la consommation des ménages a presque doublé entre 1959 et 1974. Le prix des loyers (y compris dans les logements «sociaux») n'a cessé d'augmenter et il pèse surtout sur les catégories les plus défavorisées. Ainsi le loyer représente-t-il (malgré les aides diverses) 14,7% des ressources (1978) pour les ménages ayant un revenu annuel de moins de 25.000 F, 11,7% pour ceux ayant un revenu annuel compris entre 25 et 35.000 F, alors qu'il représente 8% pour ceux ayant un revenu annuel supérieur à 80.000 F. Si l'on prend l'exemple de Paris, ce taux d'effort monte à 16,6% pour les ménages disposant de 25 à 35.000 F de revenu par an. Sur les 659.000 ménages en location à Paris, 14,1% ont une charge-loyer comprise entre 20 et 30% de leurs revenus, 10% ont une charge-loyer qui dépasse 30% du revenu.

Le prix des loyers est fort surtout dans les grandes villes. C'est ce qui explique que la classe ouvrière en soit de plus en plus exclue. Ainsi à Paris la classe ouvrière a-t-elle diminué de 44% entre 1954 et 1975. Chaque année, 50.000 ouvriers disparaissent de Paris. Le prix des terrains, donc des loyers, flambe. D'une façon générale, au cours des vingt dernières années, Paris a perdu 20% de sa population: il est plus rentable d'y construire des bureaux luxueux, qui se vident dès le soir... La construction de logements sociaux (les moins rentables, bien que encore trop chers) y a diminué de 40%. En 1973, 7% des HLM terminés dans la région parisienne étaient localisés à Paris, contre 40,1% dans la petite couronne et 52,2% dans la grande couronne: les temps de transport massacrants s'ajoutent au temps de travail. Sans compter la dépense, qui s'élève couramment à 15% des revenus.

## UN SIECLE DE REFORMISME BOUR

### Du «tous propriétaires» aux HLM

Il y a belle lurette que la bourgeoisie se penche avec préoccupation sur la crise du logement et la misère qui l'accompagne. C'est que celle-ci est lourde de menaces pour la paix sociale. Déjà à l'époque d'Engels, les réformateurs avaient trouvé le remède miracle: **tous propriétaires!** C'était donner pour idéal à l'ouvrier de l'époque de la Commune de Paris son ancêtre «attaché au sol» et comme tel réactionnaire. En 1889, le congrès des Habitations à Bon Marché fit l'éloge du «logement sain où l'ouvrier propriétaire, devenu économiste, prévoyant, guéri des utopies révolutionnaires, définitivement arraché au cabaret, serait un bon père de famille, acceptant avec plus de soumission les conditions dures du travail quotidien». Total, après un siècle, l'aristocratie ouvrière a effectivement accédé en partie aux délices du pavillon, qu'elle se saigne aux quatre veines pour payer à crédit. Dettes et hypothèques sont devenues son lot comme pour le paysan petit propriétaire. Mais pour la masse des ouvriers, cette «solution» est de toute façon exclue.

Parallèlement, la bourgeoisie a inventé une deuxième solution: la «politique sociale du logement», autrement dit les Habitations à Bon Marché (HBM) pour les plus pauvres. Déjà à l'époque d'Engels on construisait à bon marché. Il en donnait pour preuve l'épaisseur toujours plus réduite des murs et le nombre croissant de logements qui s'écroulaient. C'est en 1894 qu'eut lieu en France la première intervention de l'Etat dans la construction privée. En 1912 était créé l'Office public d'HBM, devenu Office d'HLM en 1950. Voilà l'«acquis» tant vanté par la CGT, dont les bonzes participent d'ailleurs en bon nombre à la gestion de l'Office.

Cet «acquis» se résume en ceci: il faut, dit la bourgeoisie, construire des logements à bon marché pour ceux qui ne peuvent pas payer plus cher. Plutôt que d'augmenter les salaires, construisons vite et à bas prix des logements qui dans cinq ou dix ans seront devenus inhabitables. C'est que, ici comme partout, ce qui guide la politique du logement, ce n'est pas l'intérêt public» dont ces messieurs ont

plein la bouche, c'est la rentabilité. Et quoique en dise le PC, il n'y a pas moyen de faire autrement dans cette société. Résultat: sur les 8 millions de HLM construites depuis la guerre, 1,2 million au moins serait dans un état de dégradation tel qu'il supposerait une intervention de réhabilitation lourde et coûteuse. Dans les HLM, 3 à 4% d'appartements sont inoccupés car trop dégradés, ou alors trop chers. C'est le règne de l'anarchie et du gâchis: on détruit des immeubles qu'on n'a pas fini de payer...

D'après les dossiers du Comité logement de l'Office lui-même, le prix des loyers doit être suffisant pour permettre aux organismes HLM d'assurer l'équilibre financier de leur gestion. De plus, comme on construit à l'économie et que les installations se dégradent, les charges de cessent d'augmenter vertigineusement pour les réparations, ou à cause des fuites de sanitaires, du manque d'isolation thermique, etc. Les charges augmentent à un rythme pratiquement double de celui des loyers, soit de 20 à 25% par an. En 1980, pour un F5 en HLM à un loyer de 893 F s'ajoutaient 524 F de charges. Et le non-paiement des charges (même indues) peut entraîner l'expulsion.

Le prix des charges augmente d'ailleurs d'autant plus du fait de la corruption. En 1979 éclatait le scandale de l'Office HLM de la région parisienne. D'importants travaux d'entretien avaient été entrepris «sans appel à la concurrence» ou pour des montants très supérieurs aux prévisions initiales. Les détournements divers firent que les charges flambèrent. Comment s'étonner si le prix d'un HLM est encore trop exorbitant pour nombre de familles ouvrières qui ne paient pas leur loyer et deviennent la proie des expulsions et des saisies-arrêts?

Une enquête effectuée en 1977 dans des grands ensembles à réhabiliter a mis sous les yeux de la bourgeoisie la misère sociale qui y règne. D'abord le surpeuplement y est plus important que dans le reste des agglomérations. A Lille-Belfort, sur 962 ménages, près d'un tiers se composent d'au moins 5 personnes. A Marseille, les F6 abritent entre 10 et 12 personnes.

Les grands ensembles sont des ghettos pour ouvriers: on y compte 48% d'OS pour seulement 4% de techniciens (Rouen); 88% d'ouvriers à Douai pour 1,2% de cadres moyens. Il y a une forte présence de travailleurs immigrés, «clientèle peu exigeante et qui de plus paie régulièrement». Le taux de chômage est souvent très élevé (11% des adultes à Marseille). Le sous-emploi féminin est général. Quartier de la Sablière à Rouen: 121 locataires sont analphabètes, 65% des habitants n'ont aucun diplôme; à Aulnay-3000, 60% des scolaires ont au moins un an de retard. La «petite délinquance» règne. A Lille, on note deux fois plus de petits délits dans le quartier sud que dans le reste de la ville. A Rouen, 7% des familles ont un de

### Du blocage de destruction d

Après l'accès à la propriété et le «logement social», la troisième solution trouvée par la bourgeoisie fut, en 1948, le **blocage des loyers**. C'était l'après-guerre, avec ses menaces à la paix sociale. Les gens ne pouvaient pas payer. On préféra maintenir les salaires de misère et taxer les loyers d'un certain nombre d'habitants des centres-villes: ce fut la loi de 1948. Inanité des mesures «sociales» de la société du profit! A l'usage, il a fallu se rendre compte que, les logements n'étant plus rentables, les propriétaires les laissaient volontairement se dégrader. Et les réformateurs bourgeois de crier au scandale. Aujourd'hui à force de libérer les prix, les logements soumis à la loi de 1948 ne sont plus que 5% et continuent de diminuer. Le bulldozer reprit son office de plus belle, jusqu'au moment où on s'avisait que le scandale redoublait, avec la spéculation des promoteurs. Et les réformateurs de proposer leur ennemie solution: non à la démolition des logements anciens, oui à la réhabilitation!

Résultat: la réhabilitation des quartiers anciens **en libéra les loyers**. En 1974, à Chambéry, après réhabilitation, le montant du loyer pour un appartement de trois pièces a pu passer de 80 à

## Engels et la question du logement

Relisons Engels: «Une société ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, c'est-à-dire de la somme des moyens nécessaires à sa subsistance et à sa reproduction; lorsque sans cesse de nouvelles améliorations mécaniques, etc., retirent leur travail à des masses d'ouvriers; lorsque des crises violentes et cycliques déterminent, d'une part, l'existence d'une forte armée de réserve de chômeurs et, d'autre part, jettent momentanément à la rue la grande masse des travailleurs; lorsque ceux-ci sont entassés dans les grandes villes et cela à un rythme plus rapide que celui de la construction des logements dans les circonstances actuelles

et que pour les plus ignobles taudis il se trouve toujours des locataires; lorsque enfin, le propriétaire d'une maison, en sa qualité de capitaliste, a non seulement le droit mais aussi dans une certaine mesure, grâce à la concurrence, le devoir de tirer de sa maison, sans scrupules, les loyers les plus élevés. Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire; elle ne peut être éliminée ainsi que ses répercussions sur la santé, etc., que si l'ordre social tout entier dont elle découle est transformé de fond en comble».

C'est pourquoi, pour mettre fin à la crise du logement, disait Engels en 1872, il y a «un seul moyen», c'est «éliminer purement et sim-

plement l'exploitation et l'oppression de la classe laborieuse par la classe dominante». Les salaires ne réussissent jamais à rattrapper les loyers? Éliminons le salariat! Et en attendant? Eh bien, Engels explique qu'il y aurait un moyen très simple pour soulager immédiatement le prolétariat: c'est d'exproprier une partie des logements de luxe et de réquisitionner l'autre! Mais pour cela il faut la force, c'est-à-dire la dictature armée du prolétariat. Et ce sont là d'ailleurs les mesures révolutionnaires qui ont été prises dans la Russie révolutionnaire et que Lénine recommandait de prendre, en 1919, dans la Bavière rouge. Ce sont les mesures immédiates que devra prendre à l'avenir toute révolution prolétarienne.

## LE REFORMISME «OUVRIER»: PROMESSES ET REALITE

Quand il était dans l'opposition, le PS n'a pas manqué de prodiguer les critiques et les promesses. Tous les maux liés au capitalisme ont été évidemment attribués à la droite, qui «chasse les travailleurs [de Paris] après les avoir attirés». Les solutions? «Enrayer la dépopulation en construisant davantage»: merci pour les promoteurs! «Maintenir une population diversifiée en

augmentant la part du logement social»: c'est impossible sans lutte, vu que cela va contre les profits. «Éliminer les logements inconfortables ou trop petits pour une réhabilitation à vocation profondément sociale et d'initiative publique»: nous avons déjà vu qu'en fait de «vocation sociale» la réhabilitation en régime capitaliste ne peut se traduire que par une augmentation vertigineuse

# LASSE DANS LE LOGEMENT

## GEOIS: UN CONSTAT DE FAILLITE

leurs membres justiciables du tribunal pour enfants.

«L'environnement des grands ensembles est rarement accueillant, dit le FORS avec un bel euphémisme. Ici les tours et les immeubles se prennent dans les tentacules d'un échangeur, là un boulevard circulaire, une voie ferrée ou un canal [...] plantent le quartier dans un splendide isolement [...]. Les aires de jeux sont rares ou mal placées. Le mobilier urbain est réduit à sa plus simple expression. Les services et équipements collectifs sont généralement peu nombreux et mal diversifiés. Les petits centres commerciaux sont souvent pauvres et mal approvisionnés»...

Voilà le paradis de «nos» HLM chers au PC et à la CGT.

## es loyers à la bidonvilles

800 F par mois: un bond de un à dix! A Rouen, alors qu'avant le lancement des travaux, 55% des chefs de ménage avaient un revenu inférieur à 1500 F par mois, on n'en comptait plus, une fois l'opération achevée, que 22%. Exode, plus que jamais, de la population pauvre.

La bourgeoisie redoublant de philanthropie, elle s'aperçut en 1970 qu'il y avait des bidonvilles aux abords des grandes cités, exactement là où on pouvait construire des bureaux et des immeubles luxueux pour cadres aisés. La loi Vivien décida en conséquence de raser les bidonvilles. Les habitants en furent reversés incontinent soit dans des bidonvilles verticaux qui surgirent immédiatement ailleurs et où ils s'entassèrent, soit dans les cités de transit et les foyers pour travailleurs migrants où le règlement intérieur de caserne, l'absence de tout droit, la présence des gardiens ex-officiers coloniaux semblaient devoir assurer en prime un ordre de cimetièr (1). Ce fut la lutte des foyers qui en surgit: le ghetto est aussi poudrière! Et les réformateurs désespérés de suggérer aujourd'hui: ne pourrait-on pas disséminer les travailleurs migrants célibataires dans les logements «normaux»?

des loyers. «Exiger que soit modifiée une législation qui fait la part trop belle aux propriétaires»: nous verrons dans un instant ce qu'il en est. «Réglementation et moralisation des rapports propriétaires-locataires»: la morale! «Réquisition des logements vides»: ah! voilà quelque chose de sérieux! Mais combien parlez-vous que, maintenant qu'il est au pouvoir, le PS a déjà oublié?

Et en effet, le Parlement se penche depuis plusieurs semaines sur un projet de loi organisant les rapports entre propriétaires et locataires et s'efforçant de concilier des intérêts... inconciliables. Ce que Quilliot appelle: le «nécessaire équilibre»! Il n'est bien entendu plus question de la réquisition des logements vides. Par contre le projet garantit aux propriétaires une progression des loyers au moins

## Ultime trouvaille: l'APL

La réalité aveuglante et les... nombreuses enquêtes pondues par l'activité fébrile des réformateurs bourgeois ont montré que, décidément, les plus pauvres ne pouvaient pas payer, ni dans les logements anciens réhabilités, ni même dans les HLM ou les foyers. Comment permettre aux loyers d'augmenter, tout en rendant les hausses de loyers supportables par les plus démunis? Le 3 janvier 1977 une loi instaure la réforme de l'aide au logement. Il s'agit, selon l'article 1<sup>er</sup>, «de favoriser la satisfaction des besoins de logement et, en particulier, de faciliter l'accèsion à la propriété, de promouvoir la qualité de l'habitat, d'améliorer l'habitat existant et d'adapter les dépenses de logement à la situation de famille et aux ressources des occupants, tout en laissant subsister un effort de leur part» (2).

Par quoi s'est traduite en réalité la réforme? D'abord par une hausse des loyers: ne peuvent bénéficier de l'APL (Aide Personnalisée au Logement) que les logements qui établissent avec l'Etat une convention d'amélioration, ou alors les logements neufs. Dès 1979, le Comité de liaison pour une politique sociale de l'habitat notait une hausse de 25 à 40% des loyers dans les logements «conventionnés». 80% de ménages gagnant moins de 2800 F par mois sont avantagés par l'APL, 50% entre 2800 et 4200 F. Par contre, au delà de 5600 F mensuels (!) on ne trouve pratiquement plus de bénéficiaires du nouveau système. Ainsi l'APL ne profite-t-elle qu'aux familles de très bas revenus avec de nombreux enfants. Par contre elle pénalise les familles ouvrières «moyennes» tant par le revenu que par le nombre d'enfants, par le biais des augmentations de loyers qu'elle suppose. Ainsi l'aide aux plus défavorisés est-elle supportée par les moins pauvres, mais pauvres tout de même. En Ile-de-France, 40 à 60% des locataires qui vivent dans les HLM devraient avec le conventionnement payer plus cher pour se loger qu'ils ne paient actuellement.

De plus cette soi-disant «aide à la Personne» (avec une majuscule comme il se doit) est versée non au locataire, mais directement au propriétaire ou au gestionnaire. C'est significatif: il s'agit d'aider le... propriétaire en rendant solva-

bles les locataires qui autrement ne paieraient pas de toute façon et en renforçant le contrôle social sur eux, en leur retirant la gestion de la part de leur budget consacrée au loyer. Dans les foyers de travailleurs immigrés, nous l'avons montré (3), l'instauration de l'APL a coïncidé avec la hausse des loyers et avec la tentative de briser la grève en arrosant les organismes gestionnaires et en divisant les travailleurs. Les bénéficiaires de l'APL sont de toute façon en nombre dérisoire: avec les bénéficiaires de l'allocation logement ils atteignent en 1978 le chiffre de 13,6%. Quoi qu'il en soit, l'instauration de l'APL fait bel et bien partie de l'offensive croissante de la bourgeoisie, depuis la crise, contre la classe ouvrière.

(1) Sur les conditions de logement dans les foyers de travailleurs immigrés, voir notamment l'article «De l'usine au logement» dans *Le Prolétaire* n° 242 et «Les "solutions" de l'opportuniste», dans *Le Prolétaire* n° 243.

(2) «La réforme de l'aide au logement», *Correspondance municipale* n°187-188.

(3) Sur l'introduction de l'APL dans les foyers de travailleurs immigrés, voir «Des négociations Sonacotra-syndicats à la mise en place de l'APL», *Le Prolétaire* n°266 et 269.

## BIBLIOGRAPHIE

— INSEE, *Les conditions de logement des ménages en 1978*.

— FORS (Fondation pour la recherche sociale) *Recherche sociale* n°68, «De la crise du logement à la crise de l'habitat», octobre-décembre 1978.

— PS, *Rendre l'espérance aux Parisiens*, été 1980.

— Discours électoral de Marchais à Ivry, *L'Humanité* du 16 avril 1981.

— CGT-FSM, *Colloque national sur le logement et le cadre de vie*, mai 1981.

— «Quelques considérations sur la question du logement, sur les mouvements de lutte, sur les revendications spécifiques et sur notre intervention», *Il Programma Comunista* n°17 du 26/9/1981.

— «Le capitalisme et la question du logement» dans *Proletarier* n°13 et «Les squatts et la lutte ouvrière», *Proletarier* n°16, novembre 1981.

partage du paiement des frais d'agence par moitié entre les locataires et les propriétaires, qui pourront toujours les récupérer sur les loyers. Comme on voit la montagne du PS a accouché d'une souris!

Durant la période électorale, le PC lui non plus n'a pas été avare de promesses. «Construire 500.000 HLM par an», «revaloriser l'allocation logement», «baisser les loyers et les charges»: nous n'avons rien contre, à condition que cela ne se traduise pas par un blocage des salaires, ce qu'a fait précisément le gouvernement Mitterrand! «Nationalisons les sociétés de construction»: cela ne supprime pas les profits, mais en contrepartie fait supporter les pertes par l'ensemble des travailleurs (impôts).

«En finir avec la promotion immobilière à but lucratif»: comment, tant qu'il y aura le capita-

lisme? «Installer les mal logés dans les appartements luxueux et vides en leur faisant payer le loyer d'un HLM»: Ah! ici aussi voilà quelque chose de pertinent! Mais ici aussi, combien faudra-t-il de temps pour que le PC oublie?

La CGT applique dans le domaine du logement son analyse générale. La droite (quand elle était au pouvoir) «casse» les usines. Elle «casse» aussi les HLM, cette admirable «conquête ouvrière» qui «gêne les appétits du grand capital». Pensez donc! une «campagne du pouvoir» vise à les «discréditer»! Autre méfait de la droite: les ghettos, le numerus clausus qui chasse les immigrés dans les communes de gauche. Solution (que les maires PC et PS appliquent déjà): le numerus clausus dans les communes ouvrières! La CGT se dit «contre la politique du logement-marchandise», ce qui n'a stricte-

ment aucun sens sous le capitalisme, à moins que le sens ne soit de favoriser les HLM, dont nous avons vu qu'elles étaient aussi une marchandise! Il faut, dit-elle, «revenir [?!] à une conception du logement "service social d'abord" où la recherche du profit cessera de primer systématiquement la satisfaction des besoins des masses laborieuses»: tout cela en pleine dictature du capital! Cependant elle ajoute qu'il faut «la relance de l'activité du BTP [bâtiment-travaux publics] par le déblocage de financements budgétaires en aide à la pierre»: donc les promoteurs et constructeurs ne sont pas oubliés!

Ainsi toutes les solutions réformistes «ouvrières» sont-elles des utopies. Elles supposent le capitalisme sans ses maux; ou alors elles se ramènent à l'éternelle solution bourgeoise: Haussmann.

## Axes de la lutte

bien différent.

L'occupation est la forme la plus usitée de lutte jusqu'à présent en Italie et en Allemagne. Elle n'est pas une solution permanente, mais elle peut résoudre le problème provisoirement pour une partie de ceux qui ont réellement besoin d'un logement. Sans illusions soixante-huitardes sur les «communes» de squatters, nous avons la tâche de donner une réponse aux diverses exigences qui naissent des conditions particulières dans lesquelles se déroule la vie quotidienne des squatters (illégalité, nécessité de se défendre ensemble) et qui tendent à créer une solidarité.

La revendication de la réquisition des logements vides doit être bien encadrée. La possibilité d'obtenir des résultats n'existe que si ce mot d'ordre est soutenu par un mouvement qui appuie cette revendication par toute une série de moyens de pression effectifs (manifestations, solidarité dans les quartiers et les usines, occupation des logements, etc.) et non par des pétitions stériles. Ici comme ailleurs, l'intérêt est moins dans la revendication en soi, nécessairement partielle et relative, que dans les méthodes d'action adoptées et dans l'ampleur de la lutte qui l'appuie.

D'autres formes de lutte, comme la résistance aux expulsions, la lutte contre l'augmentation des loyers et des charges, la lutte pour le logement des expulsés, la grève des loyers, etc. peuvent être mises en avant. Les résultats les plus importants de la lutte sont l'expérience, l'organisation, la solidarité qui sont le produit de la lutte et qui doivent être capitalisées en vue de luttes ultérieures. Il ne faut pas mépriser pour autant les petits résultats qui peuvent être obtenus et qui servent à donner confiance au mouvement.

La parti participera à la lutte avec le maximum d'attention et de sérieux.

Voir page 6 note sur l'occupation des logements vides à la Goutte d'Or.

## Squatts: les flics matraquent

Le 17 janvier le quartier de la Goutte d'Or à Paris a été le théâtre d'une opération de terreur policière comme aux heures les plus sombres de la guerre d'Algérie. Il faut savoir que 4 immeubles, aux 10, 12, 14, 28 de la rue Charbonnière, sont occupés par 70 travailleurs turcs de la confection, des familles arabes, des jeunes prolétaires français.

500 flics ont donc sous prétexte de «perquisition» à la suite d'une provocation montée la veille grâce à la petite pègre du quartier, pris d'assaut deux des immeubles occupés. Coups de crosse, coups de botte, tabassage de femmes enceintes, etc.

Cette opération d'intimidation, préparée par les déclarations de Chirac et du gouvernement, cherchent à tuer dans l'œuf toute possibilité d'extension du mouvement d'occupation à Paris. Malgré cela les occupants sont toujours sur place, toujours décidés à lutter malgré les tentatives hypocrites de la pègre «démocrate» et «humaniste» de diviser le mouvement en isolant l'immeuble du 28, dans lequel se trouvent les jeunes prolétaires, des trois autres préparant ainsi par avance la prochaine opération policière.

Nous reproduisons ci-dessous un extrait du tract que nous avons diffusé dans le quartier.

«Devant l'exploitation dans le logement, des travailleurs turcs, arabes, français, des familles immigrées, des militants et des jeunes prolétaires ont décidé d'occuper des immeubles vides. Des immeubles que les bourgeois laissent vides alors que des milliers de prolétaires doivent s'entasser dans des logements trop loin, trop petits et trop chers!

Les bourgeois ont tout de suite flairé le danger: que tous les mal-logés fassent de même, occupent les maisons que les bourgeois laissent vides. C'est pour cela que le gouvernement "de gauche" a envoyé la police contre la lutte comme le gouvernement Giscard l'a fait contre la lutte de nos camarades des foyers SONACOTRA.

Et devant cela on devrait se taire? Devant ces faits on devrait attendre? Ne rien faire?

Nous sommes exploités à l'usine, au travail, transportés, exploités, utilisés comme des marchandises. Ce qui est vrai au

boulot est vrai aussi dans les quartiers et dans le logement. Il suffit de voir que les loyers montent aussi vite que le chômage, les prix aussi vite que la misère. Le nombre de flics et de contrôles augmente autant que le luxe des bourgeois.

Nos camarades immigrés sans-papiers doivent vivre dans l'insécurité totale. Nos camarades en grève doivent se faire expulser par les flics ou les milices comme à Duroy-Jacquet ou se faire trahir par tous ceux qui se prétendent "socialistes", "communistes", "démocrates", "humanistes"...

Ces occupations c'est l'affaire de tous les prolétaires, comme la lutte et la grève sont l'affaire de tous les prolétaires, français ou immigrés, jeunes ou moins jeunes. C'est cela que les bourgeois ne veulent pas, alors ils envoient leurs flics mais aussi ils font tout pour faire croire que ces occupations sont faites par des provocateurs. Ils mentent pour diviser, pour empêcher que d'autres immeubles vides soient occupés.

Nous devons faire en sorte que la provocation des flics ne se reproduise pas. Nous devons comprendre et faire comprendre que ces immeubles sont nos immeubles, que ces camarades sont nos camarades, que cette lutte, c'est une lutte contre ceux qui nous exploitent, nous contrôlent, nous oppriment tous les jours.

Ici et maintenant, nous devons soutenir l'occupation des maisons vides.

Ici et maintenant, nous devons montrer que les bourgeois et les flics ne réussiront pas à nous diviser comme ils veulent le faire.

Vive la solidarité de classe!  
Organisons-nous pour que les flics ne fassent pas la loi dans les quartiers prolétaires!

Dans le travail, ou le logement la même exploitation, la même répression, la même lutte!

Les camarades en lutte appellent à un rassemblement le 13 février à 14h devant le 10, 12, 14 de la rue Charbonnière. (métro Barbès). Nous appelons nos lecteurs à s'y rendre nombreux pour apporter leur solidarité à tous les occupants des 10, 12, 14 et 28 de la rue.

## A RENAULT-BILLANCOURT, LA CGT DÉSAVOUÉE... AU TOUR DE LA CFDT

Krasucki a tonné fin janvier contre la lenteur des négociations à Renault, en particulier à Billancourt. Et pourtant, deux semaines plus tôt encore, la CGT estimait les discussions positives et les mesures de la direction intéressantes! Ses affiches à Boulogne ne parlaient que d'investissement, d'effort économique et de «place aux jeunes»! Ceci en accord total avec le contrat de solidarité signé par Hanon, qui prévoit non pas 3500 emplois nouveaux, comme le claironnent les media, mais pour l'essentiel le remplacement par des jeunes «bon marché» de pré-retraités d'office qui verront leur salaire réduit!

Alors, pourquoi ces grognements syndicaux? Pas de mys-

tère! La CGT est mortifiée de la claque reçue aux élections des délégués du personnel à Billancourt: 12% de moins pour elle, Certano éliminé. Ceci au profit de la CFDT, et non seulement aux presses qui avaient fait grève en novembre, mais dans tous les ateliers d'OS combattifs (le 38 aussi). La CGT a expliqué sa chute par les manœuvres de la CFDT qui aurait acheté les immigrés: elle a laissé entendre dans ses tracts que ceux-ci n'étaient pas assez évolués pour comprendre les subtilités de sa gestion! Cet étalage de social-chauvinisme ne mérite que le mépris.

Quant à la CFDT, elle se prétendait toujours trop minoritaire pour se démarquer de la CGT autrement qu'en paroles.

Les travailleurs qui l'ont vue faire dans la dernière grève ne se font pas d'illusions sur ses manœuvres. Ils doivent être mis en garde contre ses tentatives de récupérer les travailleurs les plus combattifs et de les étouffer dans la routine syndicale. C'est à ces travailleurs de s'organiser pour défendre leurs revendications, sans entrer dans le jeu des boutiques syndicales.

Fin janvier aussi, les ouvriers de Renault-Maubeuge sont entrés en grève illimitée contre la répartition de la réduction du temps de travail (6 minutes par jour...). C'est une voie plus sûre que de compter sur le «dynamisme» de la CFDT!

## UNE GREVE COMBATIVE

A l'heure où nous écrivons (vendredi 29/1), 16 ouvriers de Maine-Poids à Saint-Berthevin (à côté de Laval) entament leur quatrième semaine de grève avec occupation. A l'origine, le licenciement de l'un d'eux, «coupable» d'avoir demandé une élection de délégué du personnel.

Pour leur première lutte, ces jeunes ouvriers font preuve d'une belle combativité: «On tiendra 6 mois s'il le faut!». Ils comprennent que l'occupation est leur arme de pression sur le patron, et ils refusent de la troquer contre une simple promesse de négociations. La grève est au contraire l'occasion d'établir une bonne liste de revendications: 500F de rattrapage pour 1981, 4 fois 3,5% et rattrapage éventuel pour 1982, le 13<sup>e</sup> mois, primes d'équipe, de transport et d'ancienneté, conditions de travail. Personne n'est oublié: embauche définitive d'un ouvrier sous contrat, rétablissement de la deuxième demi-journée pour la femme de ménage. Et pour faire bonne mesure: paiement à 100% des jours de grève.

Ils ont lancé un appel à la solidarité, et, même s'ils sont liés depuis le début à l'UD-CGT, ils n'en font pas une affaire de boutique et sont ouverts à tous les sou-

tiens (ils ont fait bon accueil à des militants du TUL de Mayenne. L'UD-CGT n'a pourtant pas dû se priver de faire sa contre-propagande...). De nombreuses sections CGT ont apporté leur soutien, notamment financier. La CFDT fait le mort: «Chacun chez soi et les vaches seront bien gardées!». La mairie PS de Laval, sollicitée pour la cantine gratuite, a d'abord refusé sous prétexte que l'entreprise est sur la commune voisine (mairie RPR), et n'a finalement accepté qu'au bout de 2 semaines et demie.

Patrons et ouvriers étant tout aussi conscients qu'il s'agit d'une épreuve de force décisive pour l'avenir de leurs «relations» dans la boîte, la grève pourrait bien durer encore un moment. La solidarité doit donc s'organiser de façon toujours plus large et directe (on aurait par exemple dû pouvoir éviter que des ouvriers d'EDF viennent couper le courant aux grévistes).

C'est nécessaire pour que les ouvriers conservent la force de tenir et de s'accrocher à l'ensemble de leurs revendications et ne se contentent pas d'obtenir de bosser dans «une entreprise normale» avec «un patron normal», comme dit l'UD-CGT. L'exploitation «normale», quoi...

Prolétaires, camarades!  
Correspondez avec le Journal

Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.

Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensibles les enseignements du communisme révolutionnaire.

LISEZ

EL COMUNISTA  
IL PROGRAMMA  
COMUNISTA  
PROLETARIER  
EL PROLETARIO

## IMMIGRATION

### Seule la lutte paie

On sait que la clôture de l'opération de régularisation «exceptionnelle» des travailleurs sans-papiers initialement prévue pour le 31 décembre, avait été prolongée jusqu'au 15 janvier pour la plupart des déposants, et jusqu'au 29 janvier pour les saisonniers.

Si on se réfère au Monde du 16/1/1982, dont les journalistes connaissent bien les couloirs des ministères, la prolongation de deux semaines a été décidée «en raison des difficultés d'application relevées, notamment par les luttes menées par certains clandestins à qui leurs employeurs refusaient de signer un contrat», c'est-à-dire à cause de la lutte des travailleurs organisés par le Comité de coordination des Sans-papiers. Une telle prolongation ne

pouvait pas être une revendication centrale, comme l'avaient certaines organisations, et n'avait de sens pour la Coordination que comme un répit à mettre à profit pour mieux organiser la lutte. C'est pourquoi le résultat bien modeste ne vaudrait même pas qu'on en parle s'il ne prouvait que la lutte décidée d'une petite organisation, extrêmement fragile car reposant sur un groupe de travailleurs encore restreint et que le Ministère a refusé de considérer comme «interlocuteur valable», permet d'obtenir davantage que toutes les suppliques et démarches de «puissantes» organisations du type MTI, qui ont le soutien considérable de tout l'arc-en-ciel de l'extrême gauche et même l'écoute des démocrates. Il y a là une leçon à méditer...

## Reprise? Raison de plus pour préparer les grèves

(Suite de la page 1)

avait bien besoin de son aide...). Pas d'inquiétude à avoir, a-t-il déclaré, sur l'emploi et les investissements. Mais qui voulait-il rassurer? Les patrons ou les ouvriers?

Les patrons d'abord, puisqu'il s'agissait d'ajouter, tout en condamnant l'immobilisme, que «le chambardement n'est pas à l'ordre du jour». C'est bien ce qu'il fallait lire déjà entre les lignes de l'article de Krasucki dans «L'Humanité» du 25 décembre, qui promettait une attitude coopérative et constructive de la CGT, en échange de quelques ménagements. Les pseudo-colères de Krasucki sur la situation à Renault (voir page 6), ses critiques au gouvernement devant les fonctionnaires le 30 janvier ne doivent pas tromper: elles sont un avertissement aux tendances, dans le PS et la CFDT, qui voudraient passer par-dessus sa tête et grignoter

ses filets. Au chien de garde le mieux dressé, il arrive aussi de montrer les dents quand on réduit sa pitance... Pour l'essentiel, le PC et la CGT appellent les travailleurs à se comporter, non en salariés exploités, mais en «Français» soucieux comme leurs camarades ministres de ne pas compromettre la reprise par des revendications irréalistes.

Si la reprise est là, même modique et provisoire, raison de plus pour préparer sans attendre des luttes pour nos revendications essentielles et urgentes: diminution immédiate du temps de travail sans contre-partie, augmentation des salaires, augmentation des ressources pour les chômeurs, égalité de statut pour tous les travailleurs victimes de discriminations, Intérimaires, Immigrés, jeunes. Il est clair que dans de telles situations, où les carnets de commande sont pleins, les chances de succès de mouve-

ments de grève sont plus grandes. Les bourgeois ont limité les effets de la dernière récession sur leurs profits en reportant la crise sur les salariés, en récupérant de la plus-value par le travail posté et le travail de nuit, et avec toutes les formes de travail précaire. S'ils vous disent aujourd'hui, et font répéter par leurs larbins: «Ne compromettez pas la reprise par des revendications dangereuses», ils vous diront demain: «La crise est revenue, il faut vous serrer la ceinture...»!

Pas de «trêve loyale» avec le capital! Rappelons-nous le Jugement de Marx dans «Salaire, prix et profit»: «Ce serait pousser la bête à son comble que d'exiger que l'ouvrier, dont le salaire est nécessairement éprouvé par les phases de déclin du cycle, s'exclue lui-même d'une compensation correspondante pendant les phases de prospérité!» Agissons en conséquence!

## Le poids économique des nationalisations

Neuf grands groupes industriels vont passer sous contrôle de l'Etat: CGE, Thomson-Brandt, PUK, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Usinor et Sacilor en totalité, Matra et Dassault à 51%. 3 autres sont sur la sellette: CII-Honeywell-Bull, Roussel-UCLAF et ITT-France. Les neuf groupes concernés utilisent 760.000 personnes et font 20% du chiffre d'affaires de l'industrie dont l'Etat détient déjà 10%.

Si l'on tient compte de tout le secteur public et nationalisé, l'Etat contrôle désormais 55% des capitaux propres des 500

premiers groupes industriels et commerciaux et le tiers de tous les capitaux propres de ces secteurs à l'échelle nationale.

En même temps, trente-huit banques et compagnies financières passent sous le contrôle de l'Etat: Paribas, Suez et leurs filiales bancaires: le Crédit du Nord, le CIC, ainsi que d'autres banques célèbres comme Rothschild, Worms, etc. En conséquence, l'Etat contrôle désormais 90% des dépôts et 85% des crédits distribués.

La structure du capital financier est profondément modifiée par ces nationalisa-

tions. La haute banque privée disparaît au profit de l'Etat qui devient le seul groupe financier bancaire national: il ne reste à côté de lui que des groupes sous contrôle étranger comme Empain. Cependant les groupes financiers privés à base industrielle, comme Peugeot, Michelin, BSN, Air Liquide, Lafargue, etc. sont encore nombreux, sans parler des groupes sous contrôle étranger.

Avec 33% des capitaux de l'industrie et du commerce et 85% des crédits bancaires, l'Etat dispose de puissants leviers économiques.

## La classe ouvrière n'a rien à attendre des nationalisations

(Suite de la page 1)

dans les pays de jeune capitalisme? Comment prétendre en même temps «maintenir l'emploi» et «moderniser l'industrie»? Comment augmenter le contrôle de l'Etat et multiplier les ministères tout en évitant la bureaucratiation?

Mais le journal des financiers anglais remarque aussi qu'il serait stupide de rejeter sans examen le «dirigisme français», surtout à une époque de crise où «un formidable exemple est donné par un pays, le Japon, qui croit à la coordination centrale de ses efforts industriels». Ajoutons que le gouvernement japonais a un grand mérite: il ne se prétend pas socialiste!

Les partis de gauche appellent les ouvriers à défendre ces nationalisations en leur assurant qu'elles donnent au gouvernement «les moyens d'une politique contre le chômage». En réalité le maintien de l'emploi est attendu de la conquête d'une part plus grande du marché mondial, ce qui revient à appeler les ouvriers français à adhérer à une politique qui jette ceux des autres pays au chômage: belle perspective socialiste! Et on oublie de leur dire que, comme le rappellent les financiers de Londres précédemment cités, compétitivité signifie restructuration et donc... licenciements!

On prétend aussi que les nationalisations apportent des «avantages sociaux» aux travailleurs. La réalité est que les entreprises les plus grandes et celles qui sont

vitales pour l'économie, qu'elles soient d'ailleurs privées ou publiques, cherchent à acheter la paix sociale par des miettes savamment distribuées avec la collaboration des bonzes réformistes, de manière à mettre le fil à la patte des travailleurs. Et surtout le problème est qu'aujourd'hui, en pleine crise internationale, il y a bien peu à donner aux travailleurs.

Enfin, les nationalisations devraient permettre à l'Etat, «au-dessus des classes», aux dires des réformistes, d'exercer une pression plus forte sur le capital en faveur des ouvriers. L'expérience de Renault et du secteur public est là pour témoigner qu'il n'en est rien. Et cela s'explique théoriquement par le fait que l'Etat n'est pas maître des entreprises. Au contraire, plus le capital est concentré, et surtout s'il est nationalisé, plus il met l'Etat et son personnel à sa botte.

Les nationalisations actuelles, exemple par excellence de ces «réformes de structures» avec lesquelles on promet monts et merveilles à la classe ouvrière, représente donc un pas de plus dans la concentration du capitalisme français, une arme de plus pour lui dans la jungle internationale. Il ne s'agit pas de se laisser endormir par les discours sur l'intérêt des nationalisations pour la classe ouvrière, mais de combattre le capital, nationalisé comme privé, pour mieux se défendre contre l'offensive bourgeoise et pour passer vite au communisme.

Solidarité avec le mouvement ouvrier polonais!

el-oumami

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL DE ALGERIE

PUBLICATION MENSUELLE - 1<sup>er</sup> JANVIER - JANVIER 1982 - N° 171 - 471 303

Les belles promesses de Chadli ne résoudront pas les problèmes des masses populaires



Soutenez le développement international de la presse du parti!  
**SUSCRIVEZ!**

## Le pourboire du Conseil Constitutionnel

L'ampleur de la restructuration du capitalisme financier ne pouvait pas ne pas susciter des réactions dans une partie des milieux financiers.

Mais si toute concentration gêne une partie des capitalistes, elle en arrange forcément d'autres. C'est ce que prouve la décision du Conseil constitutionnel, qui approuve finalement les nationalisations. Malgré l'appartenance de ses membres à l'ancienne majorité, il s'est en effet convaincu de la parfaite adéquation aux exigences du capitalisme français, et seule la pénombre des cabinets et des couloirs en connaît la raison...

L'Assemblée des Sages profite donc seulement de sa position pour faire monter le prix des indemnités: les actionnaires toucheront 10 bons milliards de plus aux frais des prolétaires!

Avec un pourboire aussi honorablement acquis, les grands capitalistes nationalisés vont maintenant pouvoir se retourner avec plus de vigueur contre les capitalistes plus petits, chez qui ils ont habilement agité la peur du «collectivisme centralisateur» et du «dirigisme étatique», et qui vont maintenant subir les diktats de la concentration...privée et ô combien libérale!

## «Socialisme» policier

«Socialiste» ou pas, l'Etat français se blinde toujours davantage. Nous avons signalé la grande opération de charme de Defferre vis-à-vis des «mal aimés» de la police: recrutement de 6000 policiers supplémentaires, couverture des «bavures», nombreuses promesses. Aujourd'hui celles-ci sont en train de devenir réalité.

Le rapport Belorgey, qui vient d'être déposé sur le bureau du

ministre de l'intérieur, prévoit une réforme de la police (voir *Libération* du 22/1/1982). But, d'après son auteur: instaurer une police à la fois «républicaine» et plus efficace. «Républicaine»? Cela veut dire que la police ne doit pas être inféodée à tel ou tel gouvernement, à telle ou telle clique, de droite ou de gauche, mais à l'Etat capitaliste tout court, garant des intérêts généraux du capital.

(Suite page 8)

## FARID un révolutionnaire

Farid était un jeune marocain de 26 ans, immigré de la deuxième génération en France. Particulièrement sensible à la lutte contre le racisme, le chauvinisme et l'exploitation capitaliste, il était la figure même de ces militants révolutionnaires qui ont fait l'expérience du gauchisme soixante-huitard (notamment LCR-LO) et qui sont passés en réaction à l'Autonomie.

Puis il avait été emprisonné avec plusieurs de ses camarades pour détention d'armes et de munitions. De sa prison, dans une lettre qu'il nous avait adressée, il retraçait sa trajectoire politique et exprimait un authentique instinct de lutte et montrait qu'il était à la recherche d'une voie révolutionnaire sûre.

Ce camarade, qui avait participé récemment à *Rock Against Police* et à la rubrique «Prisons»

de *Sans Frontière*, s'était également donné à la lutte du Comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques, au sein duquel il avait soulevé le besoin d'une organisation permanente de lutte et de solidarité.

Les conditions de sa mort (assassinat policier maquillé en suicide) montrent que, quelles qu'en soient les causes, toute mort d'un prolétaire ou d'un militant à l'usine, en prison ou dans un commissariat reste un crime de l'exploitation capitaliste et n'a pas besoin de l'accord des bourgeois pour être dénoncée comme telle.

Farid mort, sa lutte, sa haine, son espoir doivent encourager les prolétaires et les révolutionnaires à œuvrer sans relâche à l'apparition de la force de classe qui en finira avec l'ordre capitaliste et le talon de fer de l'oppression.

De l'OCI au PCI:

## Plein cap sur le réformisme

L'OCI vient de se transformer en Parti Communiste Internationaliste lors de son XXVI<sup>e</sup> congrès, fin décembre 1981. Pour cette organisation trotskyste, un «pas décisif» a ainsi été franchi: «Avec le PCI le socialisme vaincra, le Parti révolutionnaire sera construit, la IV<sup>e</sup> Internationale sera reconstruite». Pour ceux qui connaissent les pratiques de secte de l'OCI, son manœuvrisme, son recrutement sans principe, cette enième tentative de proclamer la construction du Parti et de présenter la victoire du socialisme «à la portée de la main» n'est pas une surprise...

Il est cependant très instructif de regarder comment cette organisation prétend parvenir au socialisme. Bien que l'OCI-PCI ait appelé à voter Mitterrand dès le premier tour des élections présidentielles, qu'elle ait ensuite célébré avec fracas la victoire du PS, elle n'hésite pas maintenant à constater qu'un «sentiment se répand de plus en plus largement sur l'impuissance grandissante du gouvernement de front popu-

laire et de la majorité des députés PS-PCF dont les capitulations devant la bourgeoisie sont de plus en plus amèrement ressenties par les masses». Pour l'OCI-PCI, il convient donc d'avancer, en bonne logique trotskyste, une revendication centrale susceptible de débloquer la situation. C'est pourquoi l'OCI-PCI met l'accent sur les «institutions de la V<sup>e</sup> République» respectées par la gauche au pouvoir, et qu'elle présente comme le verrou qui ferme la voie du socialisme. D'où aussi ses cris actuels sur le «diktat» du Conseil Constitutionnel.

Une telle «critique» et une telle position reposent sur une vision parfaitement **gradualiste** de la prise du pouvoir, revêtue de phrases «révolutionnaires». Voyons *Informations ouvrières*: «Avec la victoire politique remportée par les masses les 10 mai, 14 et 21 juin, il est devenu indispensable d'en finir avec les institutions de la V<sup>e</sup> République. La tendance irrépressible que prendra la lutte des classes ira dans le

sens de les éliminer. Et, cette tendance irrépressible se confondra pour les masses, en lutte pour la défense de leurs intérêts de classe, avec le combat ouvrier qui démantèlera l'appareil d'Etat bourgeois, restructuré par les institutions gaullistes en décomposition».

Ainsi, le but assigné à la «lutte de classe», la perspective du «démantèlement de l'appareil d'Etat bourgeois» (notons, d'ailleurs, qu'on ne parle pas de sa destruction) est-il ramené à un changement purement réformiste d'institutions au sein de l'Etat bourgeois. La «critique» vis-à-vis du PS ne vise pas le fait qu'il représente les intérêts de classe de la bourgeoisie, mais qu'il «capitule» vis-à-vis d'institutions et de fractions de «droite» dont on fait l'épouvantail. Le suivisme en est conforté d'autant.

Les proclamations de l'OCI-PCI sur la «crise révolutionnaire» qui serait aujourd'hui sur le point de survenir en France après la «victoire du 10 mai», ou sur la «révolution polonaise», tout comme hier celles autour de la «révolution en Europe, commencée au Portugal», ne peuvent que semer la pire des confusions sur la situation présente et les tâches des révolutionnaires, surtout lorsqu'elles s'accompagnent d'appels répétés en direction du PS et du PC, toujours qualifiés d'«organisations ouvrières», pour qu'elles mènent la lutte de classe. Non l'OCI-PCI n'est pas le Parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin!

## Il y a PCI et... PCI!

L'OCI vient donc de se transformer en Parti Communiste Internationaliste, ou PCI. Son sigle, semblable au nôtre, risque de créer des confusions. Nous essayerons de les éviter vis-à-vis des prolétaires de langue française en signant nos tracts et interventions «PC International» et en évoquant toujours en même temps le nom du journal, *Le Prolétaire*, *El-Oumami*, etc.

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 6 et 20 mars, 3 et 17 avril, etc.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1<sup>er</sup>, dans la cour, 2<sup>e</sup> porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 30 janvier, 13 et 27 février, 6 et 20 mars, etc.

● **A Nantes**: vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Tallencas, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h. (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9h à 10h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 7 et 21 février, 7 et 21 mars, 4 et 18 avril, etc.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 14 et 28 février, 14 et 28 mars, 11 et 25 avril, etc.

### EN SUISSE

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● **A Genève**: tous les samedis de 10h à 12h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol. 1<sup>er</sup> porte à gauche, puis 1<sup>er</sup> porte à droite «atelier».

Correspondance pour la Belgique:  
J.A. BP 199  
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse  
Editions Programme, 12 rue du Pont  
1003 Lausanne

# Une tactique désastreuse

(Suite de la page 3)

ouvriers d'un camp impérialiste derrière le drapeau mensonger des libertés et de la démocratie, sous lequel les prolétaires ont déjà versé leur sang pour un partage du monde entre brigands impérialistes, dont les prolétaires polonais ont d'ailleurs été les premières victimes.

Prétendre «jouer au plus fin» avec l'impérialisme, lui faire servir les intérêts de classe du prolétariat en se mouvant sur ses propres principes bourgeois, est une tactique aussi impuissante que démoralisante. Elle mène invariablement à la catastrophe. Et si des dirigeants de Solidarnosc tombent dans le panneau, il ne fait pas

partie du **devoir de solidarité** des prolétaires de reprendre et défendre une orientation aussi désastreuse.

Le véritable critère de l'action de classe est dans l'effort pour favoriser la mobilisation des forces ouvrières de **façon indépendante** des autres classes et qui donne à des groupes de prolétaires le sentiment de **leur propre force**.

Les ouvriers polonais — mais aussi la lutte prolétarienne dans tous les pays et donc ici aussi — ont besoin d'une solidarité qui, même modeste, même si elle a encore du mal à se concrétiser, puisse déployer ouvertement le drapeau de **la lutte directe et indé-**

**pendante de classe**.

Cela signifie selon nous:

— l'établissement de liens directs entre groupes de travailleurs combatifs en France et en Pologne pour une solidarité matérielle et politique, indépendamment du contrôle de la bourgeoisie, de l'Eglise et des bonzes syndicaux. Nous n'excluons pas a priori que cela soit possible par le canal de certains comités locaux de «Solidarité avec Solidarnosc» contre l'orientation de la LCR et Cie;

— la préparation et l'organisation de luttes en France pour les revendications vitales de la classe ouvrière (contre les effets des restructurations, pour les salaires,

pour la réduction du temps de travail, etc.) avec les méthodes de lutte directe utilisées sur une large échelle par les travailleurs polonais;

— La dénonciation claire et sans équivoque de la politique du gouvernement français, des partis ouvriers bourgeois et des appareils des syndicats pratiquant la collaboration de classe; — l'opposition résolue à tous les préparatifs, matériels et idéologiques, de guerre impérialiste (soi-disant pour défendre la «liberté de la Pologne», etc.) et la lutte continuelle pour briser l'union nationale et préparer la guerre de classe.

## «Socialisme» policier

(Suite de la page 7)

«Plus efficace»? C'est là que les choses deviennent sérieuses.

La «nouvelle» police devra poursuivre «avec plus d'énergie» les délits économiques, «vis-à-vis desquels l'opinion persiste à manifester une certaine indifférence». Sus donc à la misère! Elle devra également protéger l'Etat «des formations ou des individus incarnant les différentes formes d'extrémisme». Sus donc aux révolutionnaires! Elle devra, surtout, protéger la «République» du prolétariat en révolte. D'où le renforcement de l'armement du policier, véritable arsenal de combat anti-émeute.

C'est ainsi que le vieux 7,65, «réputé pour s'arrêter facilement», sera remplacé par le redoutable 357 Magnum aux balles deux fois plus grosses, qui provoquent «des hémorragies souvent mortelles dans des parties du corps qui ne sont pas vitales», et qui peuvent «également transpercer les moteurs des voitures». S'y ajoutent «un fusil à pompe "Riot Gun" appelé à remplacer le pistolet-mitrailleur "Mat 49", un gilet pare-balles très efficaces en "fibre de kevlar", un pistolet diffu-

seur de gaz lacrymogène neutralisant, une "Renault 18 Turbo" et un fusil laser capable de tirer 27 cartouches à la seconde».

Quant à la «prévention», qu'il suffise de dire que les contrôles d'identité prévus par la fameuse loi Peyrefitte «Sécurité et liberté» sont maintenus et facilités. Et quant aux «bavures», on reconnaît au policier, plus encore que par le passé (!), le «droit à l'erreur»...

C'était un ministre «socialiste» qui avait créé les CRS. C'est un gouvernement «socialiste» qui se propose de moderniser et renforcer la police. Comme quoi, indépendamment de ses fioritures — «démocratiques» ou «fascistes», «républicaines» ou «monarchistes» — l'Etat impérialiste moderne, instrument de la dictature du capital, est toujours aussi violent et destiné à se cuirasser toujours davantage. Le prolétariat doit répondre en relevant le défi de la bourgeoisie et en se préparant à répondre sur le terrain même de celle-ci, qui est aussi le sien: celui de la violence de classe, de l'organisation, de la centralisation.

## Récession aux Etats-Unis

(Suite de la page 2)

**diminution des projets d'achats** (maisons, voitures, équipements, etc.). Le commerce de détail connaît un net ralentissement, même dans l'alimentation.

— La vente d'automobiles, par exemple, a baissé de 27% en octobre et la situation du bâtiment est **très préoccupante**: les mises en chantier de maisons auraient baissé de 19% par rapport à 1980, atteignant le chiffre le plus bas depuis 1946. Et quand le bâtiment ne va pas...

— Les entreprises ont déjà commencé à **réduire** leur production, à **fermer** une partie de leurs usines, et on prévoit une accentuation de ce phénomène.

— Rien d'étonnant alors si le **chômage** dépasse 8% de la population active; on prévoit qu'il dépassera 10% avant la fin de la récession, en étant optimistes. Bien sûr, il touche dans une proportion plus grande les «coloured» et les jeunes.

S'ils sont inquiets pour leur économie, les bourgeois américains sont peu rassurés par l'attitude des ouvriers, dont la réaction immédiate est **la peur**. On assiste à une **diminution** du nombre de grèves et les ouvriers sont prêts à

accepter une **baisse du salaire**, parfois jusqu'à 10%, dans l'espoir de garder leur emploi. Les syndicats négocient à tour de bras des plans de sauvetage des entreprises, plans financés par... les ouvriers.

Qu'ils ne se réjouissent pas trop. Par delà cette première réaction d'effroi, la persistance et l'accroissement de la crise, qui font éclater les mirages du *welfare*, briseront les efforts de conciliation des intérêts de classe et **réveilleront les conflits sociaux brutaux**.

### Abonnements :

1 an: 70 F, 6 mois: 35 F

Pli fermé: 105 F et 55 F

### Abonnements de soutien:

à partir de 120 F

### Correspondance et abonnements:

20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

### Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de Saro ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO  
imprimerie «Editions Polyglottes»  
232, rue de Charenton - 75012 Paris  
Distribué par les NMPP  
N° d'inscription à la commission paritaire  
de presse: 52926

## Gaz russe

(Suite de la page 1)

Unis sur la voie des sanctions économiques contre l'URSS. Les Américains avaient déjà vivement réagi devant la faiblesse de la réaction des Européens aux événements de Pologne. «Chaque fois qu'il y a une crise», écrivait le *Washington Post* du 3 janvier 1982, «Iran, l'Afghanistan, Proche-Orient, Pologne - la brèche de l'alliance atlantique devient un peu plus large» et le même jour le *New York Times* reprenait le même couplet: «Les Européens sont tellement épris de l'Ost-politik qu'ils ont oublié la politique à l'Ouest». Réclamant l'abandon de la construction du gazoduc sibérien l'éditorialiste de ce journal était allé jusqu'à dire aux Européens qu'ils seraient obligés de choisir entre «leur nouveau pipeline du Kremlin et leur vieille

lifeline (corde de sécurité) américaine».

En France la signature de ce contrat a alarmé tous ceux qui, de Chirac à Maire en passant par *Libération* y voient une menace contre l'intérêt national alors que d'autres, du PS à Barre en passant par le PC, y voient, au contraire, une bonne façon justement de défendre cet intérêt. Les uns et les autres se situent sur le même terrain...

Les Etats-Unis ne ratent pas une occasion de faire pression sur l'Europe, que ce soit sur le plan financier, économique ou militaire. L'Europe s'efforce, elle, de se soustraire à cette pression.

Naturellement les prolétaires n'ont pas à prendre parti dans cette querelle de brigands. Ils n'ont pas à défendre tel ou tel impérialisme européen contre l'une ou l'autre des super-puissances, mais à défendre leurs intérêts indépendants de classe.

## ILS PREPARENT LA GUERRE IMPERIALISTE PREPARONS LA GUERRE DE CLASSE !

(Suite de la page 2)

mais de nature pacifiste et petite-bourgeoise. En conséquence, ce qui est à l'ordre du jour, c'est plutôt que le lancement d'une initiative antimilitariste, la formation des **conditions** pour son développement.

La lutte contre les préparatifs de guerre impérialiste est aujourd'hui plus que jamais liée à la lutte générale pour la préparation de la révolution. Il faut transformer l'aspiration à la paix des prolétaires — que l'on ne peut confondre avec le pacifisme bourgeois ou petit-bourgeois — en **aspiration à la révolution**. Tout en s'efforçant

de développer et d'éclairer tous les aspects de cette lutte, le parti révolutionnaire agite la perspective prolétarienne de réponse à la guerre. Il travaille au développement de la combativité et de l'organisation ouvrières. Il travaille à développer sa propre capacité de direction politique du prolétariat et au renforcement de son organisation internationale.

L'ouverture d'une nouvelle ère de guerres et de révolutions rend nécessaire une agitation spécifique contre l'impérialisme, le militarisme et la guerre, agitation fondée avant tout sur la dénonciation des plans et des méfaits de

notre propre impérialisme, sur la dénonciation des préparatifs de guerre dans tous leurs aspects (militaire, disciplinaire, propagandiste, raciste), sur la diffusion du défaitisme vis-à-vis de la solidarité nationale, à commencer par la solidarité envers l'économie nationale.

C'est en ne laissant aucun répit à notre propre bourgeoisie dès maintenant que nous préparons la force unie et indépendante des prolétaires, celle qui ne compte que sur la défense exclusive de leurs intérêts d'exploités, sur la solidarité de classe et sur l'action directe.

Les ouvriers n'ont pas de patrie: on ne peut leur ôter ce qu'ils ne possèdent pas. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

### REUNION-DEBAT

## IRAN: QUELLE SOLIDARITÉ CONTRE LA TERREUR BOURGEOISE ?

Vendredi 19 février à 20h30.

27, av. de Choisy. Paris 13<sup>e</sup> Métro: Porte de Choisy

## PROGRAMME COMMUNISTE

N° 87 - Au sommaire:

- Les menaces de guerre et la lutte de classe convergent vers l'Europe.
- Les populations immigrées en Grande-Bretagne.
- Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. 2<sup>e</sup> partie: le PCF.
- Après la mort de Sadate.
- A propos de la «révolution sandiniste».

### De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste  
international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F